

ORAN

# Le 8 Mars particulier des contractuels de l'éducation

**La date et la célébration du 8 Mars est devenue ces dernières années, un phénomène festif et commercial, avec les inévitables roses à offrir à sa femme, sa mère, sa fiancée ou sa fille.**

Il y a le business des salles louées, pour faire la fête, comme avec acharnement et une revanche pour toutes les autres journées du calendrier. Ainsi, la société de consommation a un peu mis la

main sur la manière dont est célébrée cette journée même en Algérie, dominant les rares manifestations à connotation militante et féministe.

Mais ce mardi, devant le siège de la Direction de l'éducation d'Oran, plus d'une trentaine de jeunes enseignants majoritairement des femmes, ont consacré leur demi-journée libre à manifester, protestant à haute voix et ciblant par leurs slogans une autre femme : la ministre de l'Education. Ce sont les

enseignants contractuels du secteur de l'éducation bien esseulés, qui ont choisi de protester pour dénoncer la dernière mesure les pénalisant, à savoir la suppression du paramètre «expérience» pour le prochain concours de recrutement.

Ce dernier devrait se dérouler à la fin du mois de mars, d'où la colère des contractuels qui y voient une mesure les pénalisant injustement. Leur démarche est soutenue par des syndicats auto-

nomes comme le CLA qui estime que ce concours de recrutement devrait permettre de tenir compte de ces contractuels. Ceux-ci sont en poste depuis des années pour beaucoup d'entre eux, avec des salaires aléatoires et un statut précaire.

La mobilisation, nous dit-on, n'en est qu'à ses débuts et les contractuels espèrent de tout cœur se faire entendre par la tutelle.

Façal M.

PROTECTION CIVILE

## Nouveaux projets pour de nouvelles structures à Naâma

**Dans le cadre du programme quinquennal 2014/2019, la Protection civile de la wilaya de Naâma a bénéficié de grands projets d'envergure, visant l'amélioration et la modernisation de ses structures.**

Il s'agit, en effet, de la réalisation de deux unités au niveau des deux communes frontalières Sfissifa et Mekmen-B/Amar, qui ont été mises en service dernièrement, d'un projet de quatre postes avancés dans les localités de Aïn-B/Khelil, Abdelmoula, El-Kasdir et Touifza, la réalisation d'une unité secondaire au niveau de la commune de Aïn-

Séfra, ainsi que des opérations de rénovation et de restauration notamment au niveau de l'unité de Mécheria et la reconversion de l'unité de Djeniène-Bourezg en unité d'intervention rapide dans les accidents et les catastrophes naturelles, a-t-on appris auprès de ce corps.

Dans le programme des formations en secourisme et d'intervention, on apprend que la Protection civile de la wilaya a procédé à la formation de plusieurs chauffeurs de taxi, ainsi que des sessions de formation dans le secourisme bénévole de proximité au profit de 1 300 jeunes dont certains ont reçu des stages de qualification sur les pre-

miers secours et les interventions rapides dans tous les domaines.

En matière d'équipements, on apprend également que la Protection civile de la wilaya a bénéficié, ces derniers temps, de nouveaux équipements pour les interventions de toutes natures (camions anti-incendie, ambulances, zodiac, véhicules de service dotés de moyens de communication...), ainsi que le renforcement de l'effectif de la wilaya par le recrutement d'une cinquantaine de nouveaux éléments pour atteindre un effectif global de près de 700 sapeurs-pompiers, a-t-on encore indiqué.

B. Henine

SIDI-BEL-ABBÈS

## 12 wilayas de l'Ouest se rencontrent pour étudier «La justice pour les enfants»

**Dans la journée d'hier, 12 wilayas de l'Ouest du pays se sont rencontrées au niveau du Centre d'instruction de l'unité 306 de la police de l'ordre public de Sidi-Bel-Abbès pour une journée d'étude autour de «La justice pour les enfants», animée par un procureur, des juges notamment pour mineurs, des cadres de la police de Sidi-Bel-Abbès et l'inspecteur régional de la police.**

Cette journée d'étude avait pour but principal la vulgarisation de la loi 15/12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant. Lors de son interven-

tion, le procureur général a insisté sur le droit au respect à l'enfant qu'il soit victime, accusé ou témoin, ce dernier ne peut être auditionné qu'en présence

d'un tuteur légal, d'un avocat ou entendu lors d'un interrogatoire qui doit être filmé et en huis clos.

Aucune information ayant un lien avec l'affaire où se trouve l'enfant ne doit être divulguée. Le policier en charge de l'affaire doit adopter un comportement vis-à-vis de l'enfant emprunt de respect et sans violence et il doit assurer un climat de confiance.

Après le procureur général, ce sont d'autres magistrats et professionnels de la police qui ont pris la parole pour intervenir sur les différents articles de cette loi qui protège l'enfant et lui assure ses droits en terme de santé, de statut social, de scolarisation, vis-à-vis de ses parents ou tuteurs, mais aussi des autorités, etc.

A. M.

### VENTE DE LAIT PASTEURISÉ À MÉDÉA

#### Les commerçants rappelés à l'ordre

La Direction du commerce de la wilaya de Médéa a mobilisé des brigades nocturnes de contrôle afin de sanctionner les dépassements et la spéculation quant à la vente du lait pasteurisé (en sachet).

En effet, certains marchands ont pris la liberté de vendre ce produit à des prix exagérés, saignant ainsi les petites bourses.

Des mesures de répression ont été prises à l'encontre de deux commerçants exerçant respectivement à Azizia et Guelb El Kbir. Mesures qui ont consisté en la fermeture des commerces et une proposition de fermeture concernant un détaillant dans le chef-lieu de Médéa.

Le but étant de protéger le consommateur et le pouvoir d'achat du citoyen, cette campagne de contrôle et de rappel à l'ordre va se poursuivre pendant quelque temps, de jour comme de nuit et même les jours de congé, sur tout le territoire de la wilaya.

M. L.